

Maitre d'ouvrage :



Procédure MAPA

Date et heure limites de remise des offres
Jeudi 23 mai 2024 à 12 heures

**CONSTRUCTION D'UN QUAI DE TRANFERT ET DU BÂTIMENT DE LA REGIE
DE COLLECTE SUR LA COMMUNE DE ST-NICOLAS DE REDON (44)**

Règlement de Consultation

Phase	Indice	Date	Objet	Rédacteur	Relecture
RC	A	Avril 2024	Emission Originale	DPR	BRO
DCE	B	Avril 2024	Prise en compte remarques MOA	DPR	NP

SOMMAIRE

	Pages
CHAPITRE 1 OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 1.1 INTERVENANTS	3
ARTICLE 1.2 PROJET GLOBAL	3
CHAPITRE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2.1 NATURE DE LA PROCEDURE	4
ARTICLE 2.2 MODE DE DEVOLUTION	4
ARTICLE 2.3 FORME ET DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 2.4 NOMENCLATURE	5
ARTICLE 2.5 AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE	6
ARTICLE 2.6 MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT ET NATURE DES PRIX.....	6
ARTICLE 2.7 UNITE MONETAIRE	7
ARTICLE 2.8 NATURE DES CANDIDATS	7
ARTICLE 2.9 VARIANTES	7
ARTICLE 2.10 MARCHÉ DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	8
ARTICLE 2.11 DELAI DE VALIDITE DES PROPOSITIONS	8
ARTICLE 2.12 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)	8
ARTICLE 2.13 MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION	9
CHAPITRE 3 MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	9
CHAPITRE 4 PRESENTATION DES DOCUMENTS A REMETTRE	9
ARTICLE 4.1 PRESENTATION DES DOCUMENTS A REMETTRE	9
ARTICLE 4.2 DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D’ATTRIBUER LE MARCHE	13
CHAPITRE 5 CONDITIONS D’ENVOI DES PROPOSITIONS.....	14
ARTICLE 5.1 DEPOT ELECTRONIQUE	14
ARTICLE 5.2 SIGNATURE ELECTRONIQUE	14
CHAPITRE 6 CLASSEMENT DES PROPOSITIONS	15
ARTICLE 6.1 SELECTION DES CANDIDATURES.....	15
ARTICLE 6.2 CRITERES DE CLASSEMENT DES OFFRES	15
ARTICLE 6.3 NEGOCIATION ET ATTRIBUTION	16
CHAPITRE 7 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	17
ARTICLE 7.1 CONTACTS.....	17
ARTICLE 7.2 PROCEDURES ET RECOURS.....	17
CHAPITRE 8 VISITE	18
CHAPITRE 9 LECTURE DU MARCHE	18

CHAPITRE 1 OBJET DE LA CONSULTATION

Redon Agglomération exerce la compétence Gestion des déchets ménagers et assimilés pour le compte des 31 communes de son territoire. A ce titre, Redon Agglomération souhaite construire dans la ZA des Bauches les locaux de sa régie de collecte et un bâtiment pour réaliser le transfert de ses déchets ménagers.

ARTICLE 1.1 INTERVENANTS

Maître d'ouvrage

Redon Agglomération
3 Charles Sillard
35605 REDON

La personne ayant qualité pour le représenter durant l'exécution des marchés jusqu'au terme de la période de garantie de parfait achèvement est le président de Redon Agglomération, monsieur Jean François MARY en sa qualité de représentant du pouvoir adjudicateur.

Maîtres d'œuvre

Antea Group
8 boulevard Albert Einstein
44 300 Nantes

Betem Atlantique
107 av. Henri Fréville
35200 Rennes

Sixième Rue
9 Bd George Mandel
44 200 NANTES

Sécurité et protection de la santé des travailleurs

ATAE
12 avenue Jules Verne
44 230 Saint Sébastien sur Loire

Contrôle technique

Alpes Contrôles – Construction et Exploitation
Rue du Tram
35 520 La Mézière

ARTICLE 1.2 PROJET GLOBAL

Les prestations de la présente consultation consistent en des travaux pour le projet de construction du bâtiment de la régie du service déchets et d'un bâtiment qui accueillera les installations de transfert des déchets ménagers.

Ainsi, le projet comprend dans sa globalité :

- La construction du bâtiment de la régie et des stationnements des véhicules des agents et des bennes à ordures ménagères. Ce bâtiment comprend les bureaux du service, les locaux sociaux et les pièces techniques du site (électricité et CVC)
- La construction du bâtiment de transfert avec ses trois trémies de déversement gravitaire des déchets ménagers
- La mise en place d'une aire de lavage des bennes à ordures ménagères et d'un pont bascule
- L'intégration paysagère comprenant la réalisation des clôtures, portails et espaces verts
- L'ensemble des réseaux secs et humides permettant le bon fonctionnement de l'installation dans le respect de la réglementation en vigueur

Lieu d'exécution

Rue des Fresnes à Saint Nicolas de Redon (44460).

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les CCTP (cahiers des clauses techniques particulières) des lots considérés.

CHAPITRE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2.1 NATURE DE LA PROCEDURE

Le montant estimatif du projet global est d'environ 1 660 000 €HT pour le projet de la station de transfert des déchets ménagers et 860 000 €HT pour le bâtiment de la régie.

La procédure utilisée est la procédure adaptée conformément à l'article L.2123-1 du code de la commande publique. Le projet est décomposé en 15 lots.

ARTICLE 2.2 MODE DE DEVOLUTION

Lot	Objet
01	Terrassements, VRD et équipements
02	Gros Œuvre
03	Charpente bois
04	Couverture Etanchéité
05	Façades
06	Menuiseries extérieures
07	Serrurerie
08	Plâtrerie
09	Peinture
10	Menuiseries intérieures
11	Revêtement de sol

Lot	Objet
12	Electricité CFO/CFa
13	Chauffage, Ventilation, Climatisation, Plomberie, Sanitaire
14	Equipements pour le transfert
15	Espaces verts

Les candidats peuvent soumissionner pour un, plusieurs ou la totalité des lots. Chaque lot donne lieu à la passation d'un marché.

Les lots 1, 12 et 14 comportent des variantes obligatoires et facultatives.

ARTICLE 2.3 FORME ET DUREE DU MARCHÉ

Le marché est un marché ordinaire.

Le délai global prévu pour l'exécution du marché est de 18 mois maximum (y compris les périodes de préparation). Le détail des délais pour exécution du marché par lot est présenté dans le planning estimatif.

Les délais débutent à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux au titulaire. La prestation se termine à la date de la réception définitive des travaux. Ce délai est celui imparti pour les travaux. Il comprend le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux.

Les congés annuels sont réputés neutralisés.

La date prévisible de début d'exécution est fixée à début juillet 2024 pour la notification et au début septembre 2024 pour le démarrage des travaux.

ARTICLE 2.4 NOMENCLATURE

Pour l'ensemble de la consultation, la classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est la suivante :

Code principal	Description
45000000-7	Travaux de construction
45232470-7	Station de transfert des déchets

ARTICLE 2.5 AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance est versée conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du Code de la Commande Publique.

Au titre de la garantie de parfait achèvement, il est prévu une retenue de garantie d'un montant de 5 % du montant TTC appliquée sur le marché. Cette retenue de garantie sera prélevée par fractions sur chacun des versements autres que l'avance. Elle est remplaçable par une garantie à première demande.

La caution personnelle et solidaire n'est pas acceptée.

ARTICLE 2.6 MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT ET NATURE DES PRIX

2.6.1 Modalités essentielles de financement et de paiement

Le financement sera assuré par le budget investissement de Redon Agglomération (ressources propres à la Collectivité).

Les marchés issus de cette procédure ne sont pas inscrits dans un programme financé par des fonds communautaires.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours à compter de la réception de la facture, conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

2.6.2 Nature des prix

Les prix sont :

- Réputés hors TVA et comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux de la notification des marchés à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, y compris les frais généraux, impôts et taxes, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- Fermes et actualisables ou Révisables (selon la durée des travaux) ;
- Réputés établis aux conditions économiques du mois de la date de remise des offres.

Aux mentions visées au 9.1.1 du CCAG-Travaux, les prix tiennent compte en particulier :

- De la remise en état des installations, ouvrages et équipements existants détériorés ;
- L'évacuation des déchets tels que précisés dans le CCTP ;
- Des pertes, avaries ou dommages causés par la négligence, imprévoyance ou fausses manœuvres du prestataire ;
- Des contrôles préalables aux opérations de réception ;
- Des opérations nécessaires à l'achèvement des travaux consécutives aux opérations de réception ;
- La remise en état des lieux pendant et après la réalisation des prestations telle que précisée dans le CCTP ;
- Des dépenses résultant de l'action de coordination des entreprises conjointes du mandataire, le cas échéant ;
- La fourniture des documents tels que précisés dans le CCTP.

Pour l'établissement de sa proposition, le candidat est considéré s'être entouré de tous les renseignements utiles et s'être rendu compte des difficultés de sujétions de toutes sortes. Il ne sera donc admis sous aucun prétexte ni aucune cause que ce soit, de réclamation sur le prix consenti.

Le candidat établit les prix compte tenu des éléments supra.

ARTICLE 2.7 UNITE MONETAIRE

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : EURO.

ARTICLE 2.8 NATURE DES CANDIDATS

Les opérateurs économiques peuvent se présenter groupés à l'attribution du marché conformément aux dispositions des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique.

La forme du groupement ne constitue pas une modalité de sélection des offres ou des candidatures. Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement et coordonne les prestations des membres du groupement. Les candidatures et les offres sont présentées par le mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. Il ne peut également se présenter pour le marché en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de prestataire membre d'un groupement.

La composition du groupement ne peut être modifiée par le candidat entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

L'acte d'engagement devra être signé soit par le mandataire habilité à représenter les membres du groupement, soit par l'ensemble des membres du groupement. Il devra mentionner le montant et la répartition détaillée des prestations exécutées par chaque membre en cas de groupement conjoint, ou l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser en cas de groupement solidaire.

ARTICLE 2.9 VARIANTES

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base).

Pour le lot 14, les candidats peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une **offre variante portant sur la fourniture et mise en œuvre de deux trémies ouvertes et d'une trémie tasseuse**.

Pour les lots 01 et 12, les candidats ont l'obligation de répondre à la solution de base et devront faire une proposition pour chacune des variantes exigées relatives au(x) lot(s) suivant(s) :

- Lot 01 :
 - Variante obligatoire 1 : Optimisation de la formule de traitement des matériaux du site
 - Variante obligatoire 2 : Mise en place de deux bornes au niveau du pont bascule
- Lot 12 :
 - Variante Obligatoire 1 : Production photovoltaïque sur toiture bâtiment régie

L'absence de ces variantes obligatoires dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

Des variantes obligatoires ou facultatives sont attendues dans les lots suivants :

	Descriptif	Variante obligatoire	Variante facultative
01	Optimisation de la formule de traitement des matériaux du site	X	
	Mise en place de deux bornes au niveau du pont bascule	X	
12	Production photovoltaïque sur toiture bâtiment régie	X	
14	Fourniture et mise en œuvre de deux trémies ouvertes et d'une trémie tasseuse		X

ARTICLE 2.10 MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 2.11 DELAI DE VALIDITE DES PROPOSITIONS

Le délai de validité des propositions est de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions indiquée sur la page de garde du présent règlement.

ARTICLE 2.12 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le dossier de consultation des entreprises comprend les documents suivants :

- Le présent Règlement de la Consultation,
- L'Acte d'Engagement (un par lot),
- Le DPGF (un par lot),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (commun à tous les lots),
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (un par lot),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières Commun (Lot 00 - commun à tous les lots),
- Le plan général de coordination,
- Les pièces graphiques,
- Les documents annexés aux CCTP (études techniques réalisées lors de la conception, réponses aux DT, ...).

ARTICLE 2.13 MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

La collectivité se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation sur ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

CHAPITRE 3 MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Conformément aux articles R.2132-7 à R2132-11 du Code de la commande publique, toutes les communications et tous les échanges d'informations sont effectués par des moyens de communication électronique.

La personne publique met à disposition le dossier de consultation par voie électronique à l'adresse suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/>

Ce site est libre d'accès et gratuit.

Il est vivement recommandé aux soumissionnaires qui souhaitent retirer le dossier de s'authentifier sur le site et d'indiquer une adresse électronique (mail) afin que leur soient communiquées de façon certaine les modifications et précisions apportées le cas échéant, aux documents de consultation, permettre les correspondances électroniques notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

CHAPITRE 4 PRESENTATION DES DOCUMENTS A REMETTRE

ARTICLE 4.1 PRESENTATION DES DOCUMENTS A REMETTRE

Les propositions devront impérativement être **signées par la personne ayant le pouvoir d'engager l'entreprise**. Le dossier à remettre par les candidats comprend les documents suivants :

4.1.1 Dossier dit de candidature

- **L'imprimé DC1 dûment complété ou une déclaration sur l'honneur signée du candidat pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion des marchés publics précisés ci-après :**

Sont exclues de la procédure de passation des marchés publics :

1° Les personnes qui ont fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles [222-34 à 222-40](#), [225-4-1](#), [225-4-7](#), [313-1](#), [313-3](#), [314-1](#), [324-1](#), [324-5](#), [324-6](#), [421-1 à 421-2-4](#), [421-5](#), [432-10](#), [432-11](#), [432-12 à 432-16](#), [433-1](#), [433-2](#), [434-9](#), [434-9-1](#), [435-3](#), [435-4](#), [435-9](#), [435-10](#), [441-1 à 441-7](#), [441-9](#), [445-1 à 445-2-1](#) ou [450-1](#) du code pénal, aux articles [1741 à 1743](#), [1746](#) ou [1747](#) du code général des impôts, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

La condamnation définitive pour l'une de ces infractions ou pour recel d'une de ces infractions d'un membre de l'organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance ou d'une personne physique qui détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle d'une personne morale entraîne l'exclusion de la procédure de passation des marchés de cette personne morale, tant que cette personne physique exerce ces fonctions.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés a été prononcée pour une durée différente par une décision de justice définitive, l'exclusion de la procédure de passation des marchés au titre du présent article s'applique pour une durée de cinq ans à compter du prononcé de la condamnation – **Redon Agglomération accepte comme preuve suffisante, une attestation sur l'honneur.**

2° Les personnes qui n'ont pas souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale ou sociale ou n'ont pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles. La liste de ces impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales est fixée par un arrêté du ministre chargé de l'économie annexé au présent code.

Toutefois, l'exclusion mentionnée au présent 2° n'est pas applicable aux personnes qui, avant la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, ont, en l'absence de toute mesure d'exécution du comptable ou de l'organisme chargé du recouvrement, acquitté lesdits impôts, taxes, contributions et cotisations ou constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement, ou, à défaut, ont conclu et respectent un accord contraignant avec les organismes chargés du recouvrement en vue de payer les impôts, taxes, contributions ou cotisations, ainsi que les éventuels intérêts échus, pénalités ou amendes.- **Redon Agglomération accepte comme preuve suffisante, les certificats (impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales) délivrés par les administrations et organismes compétents – cette liste précisant la nature de ces certificats ainsi que les organismes compétents est fixée par arrêté ministériel.**

3° Les personnes :

a) Soumises à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article [L. 640-1](#) du code de commerce ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

2° Qui font l'objet, à la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, d'une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles [L. 653-1](#) à [L. 653-8](#) du code de commerce, ou d'une mesure équivalente prévue par un droit étranger ;

3° Admises à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article [L. 631-1](#) du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, et qui ne justifient pas avoir été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.- **Redon Agglomération accepte comme preuve suffisante, la production d'un extrait K, Kbis ou D1 ou à défaut un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente attestant de l'absence de cas de ces exclusions ;**

4° Les personnes qui :

a) Ont été sanctionnées pour méconnaissance des obligations prévues aux articles [L. 8221-1](#), [L. 8221-3](#), [L. 8221-5](#), [L. 8231-1](#), [L. 8241-1](#), [L. 8251-1](#) et [L. 8251-2](#) du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article [L. 1146-1](#) du même code ou de l'article [225-1](#) du code pénal – **Redon Agglomération accepte comme preuve suffisante, une attestation sur l'honneur.**

b) Au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché, n'ont pas mis en œuvre l'obligation de négociation prévue au 2° de l'article [L. 2242-1](#) du code du travail ;

c) Ont été condamnées au titre du 5° de l'article [131-39](#) du code pénal ou sont des personnes physiques condamnées à une peine d'exclusion des marchés.- **Redon Agglomération accepte comme preuve suffisante, une attestation sur l'honneur.**

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés a été prononcée pour une durée différente fixée par une décision de justice définitive, l'exclusion prévue au présent article s'applique pour une durée de trois ans à compter la date de la décision ou du jugement ayant constaté la commission de l'infraction.

Cette exclusion n'est pas applicable à la personne qui établit qu'elle n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'article [775-1](#) du code de procédure pénale, qu'elle a régularisé sa situation, qu'elle a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues, qu'elle a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête, qu'elle a, le cas échéant, réalisé ou engagé la régularisation de sa situation au regard de l'obligation de négociation du 2° de l'article [L. 2242-1](#) du code du travail et enfin, qu'elle a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute.

Cette exclusion n'est pas non plus applicable en cas d'obtention d'un sursis en application des articles [132-31](#) ou [132-32](#) du code pénal, d'un ajournement du prononcé de la peine en application des articles [132-58](#) à [132-62](#) du code pénal ou d'un relèvement de peine en application de l'article [132-21](#) du code pénal ou des articles [702-1](#) ou [703](#) du code de procédure pénale.

5° Les personnes qui :

Sont exclues de la procédure de passation des marchés les personnes qui font l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article [L. 8272-4](#) du code du travail.

Cette exclusion n'est pas applicable à la personne qui établit qu'elle n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'article [775-1](#) du code de procédure pénale, qu'elle a régularisé sa situation, qu'elle a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues, qu'elle a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête et qu'elle a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute.

Redon Agglomération se réserve la possibilité d'exclure de la procédure de passation du marché public :

1° Les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieur ;

2° Les personnes qui, soit ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;

Soit par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens ;

3° Les personnes à l'égard desquelles il dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.

4° Les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens.

Constitue une telle situation toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché.

- **Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il est en règle au regard des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux [articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail](#) ;**
- **L'imprimé DC2 ainsi que les coordonnées du candidat, dûment daté complété et signé et les documents suivants :**
 - Déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années ou des 2 dernières années si la société a été créée il y a moins de 3 ans ou de la dernière année si la société a été créée il y a moins de 2 ans, ainsi que les moyens humains affectés au chantier.
 - Déclaration indiquant **l'outillage, le matériel et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de marché de même nature,
 - Un justificatif des qualifications et compétences professionnelles du candidat (la présentation d'une liste des **principales références** de marchés pour des chantiers similaires réalisés au cours des 3 dernières années peut être un justificatif). La personne publique accepte toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont pas la possibilité de les obtenir dans les délais fixés).
 - Une **autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)** pour les lots 1 et 2.

Les documents ci-dessus peuvent être substitués dans leur intégralité par le Document Unique de Marché Européen (DUME) rédigé en français.

Conformément à l'article R.2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents administratifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation, d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

En cas de sous-traitance

Si l'opérateur économique se prévaut des capacités techniques, professionnelles, économiques ou financières d'un ou plusieurs sous-traitants, la déclaration de la sous-traitance se doit d'intervenir au stade du dépôt de sa candidature.

Dans cette hypothèse, le candidat doit obligatoirement produire les mêmes documents/attestations concernant le sous-traitant que ceux exigés dans son dossier de candidature (article R2193-1 du code de la commande publique).

Le candidat joint le DC4 (déclaration de sous-traitance) précisant de façon explicite les informations suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Les capacités techniques, financières et professionnelles du sous-traitant ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant sachant qu'il est octroyé d'office dès que la part du sous-traitant est supérieure à 600 € TTC et dans la mesure où la demande de sous-traitance ainsi que les conditions de paiement sont agréées par le pouvoir adjudicateur ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Conformément aux dispositions des articles L 2193-8 et L2193-9 du code la commande publique, le pouvoir adjudicateur procédera à la vérification des justifications fournies par l'opérateur économique ainsi que le montant des prestations sous-traitées afin de déterminer si l'offre ne présente pas un caractère anormalement bas. Le cas échéant il sera fait application des dispositions de l'article précité.

Si la demande de sous-traitance intervient après la notification du marché : cette demande sera réalisée selon les dispositions fixées à l'article 1.4 du CCAP.

En cas de groupement

Pour les groupements de candidatures, une seule lettre de candidature est établie pour l'ensemble du groupement. Elle est signée :

- Soit par l'ensemble des entreprises groupées,
- Soit par le mandataire, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

En revanche, chacun des membres du groupement doit fournir toutes les autres pièces du dossier de candidature exigées ci-dessus.

4.1.2 Documents dits de l'offre

Par lot

- **L'Acte d'Engagement (AE)** dûment complété et signé par la personne habilitée à engager la société, sans aucune modification,
- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** dûment complétée, sous format tableur (type Excel) et sous format pdf,
- **Le mémoire Technique**, le soumissionnaire veille à mettre en avant les modalités particulières liées aux variantes,
- **Un planning prévisionnel d'intervention** présentant notamment :
 - L'enchaînement et la durée des tâches,
 - L'identification du chemin critique et des points d'arrêts nécessaires,
 - La coactivité avec les différents lots.

Les documents de l'offre ne doivent être ni raturés, ni surchargés. Ils doivent être signés par la personne habilitée à engager la société ou dans le cas du groupement selon les conditions fixées à l'article 2-8 du présent règlement.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle doit également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

ARTICLE 4.2 DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE

Conformément à l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, si Redon Agglomération constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes il demandera à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous, de **quinze jours francs maximum**. Si un candidat se trouvant dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par Redon Agglomération, sa **candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé**.

Pour les candidats établis à l'étranger, lorsque les autorités compétentes ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés aux articles R.2143-6 à 9 du Code de la Commande Publique ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement

Il est vivement recommandé aux candidats d'être particulièrement vigilants sur les délais requis pour obtenir les différents documents auprès des administrations concernées.

Le candidat dispose d'un délai de quinze jours francs maximum pour transmettre l'acte d'engagement dûment signé si cela n'a pas été fait lors du dépôt de son offre. Dans le cas contraire, l'offre sera considérée irrégulière et éliminée.

Le délai commence à courir à compter du lendemain de la demande émise par Redon Agglomération.

ARTICLE 5.1 DEPOT ELECTRONIQUE

Conformément aux articles R.2132-7 à R.2132-11 du Code de la commande publique, les propositions doivent être communiquées à la personne publique sous format « électronique » sur le profil d'acheteur : [https://marches.megalis.bretagne.bzh/..](https://marches.megalis.bretagne.bzh/)

Pour déposer une offre dématérialisée, le candidat doit disposer, *a minima*, de l'application JAVA.

La transmission fait l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Tout pli transmis au-delà de la date et de l'heure limites de dépôt sera considéré comme hors délai. Les plis transmis par voie électronique seront horodatés. La référence horaire utilisée est l'heure de Paris.

Le profil Acheteur accepte tous les formats de fichiers, la personne publique se réserve le droit de convertir ultérieurement les formats des données et des pièces du marché dans lesquels ont été encodé les fichiers afin d'assurer leur lisibilité dans le moyen et le long terme. Les plis volumineux sont autorisés par la plate-forme de dématérialisation quelle que soit leur taille.

Le dossier du candidat sera composé de fichiers correctement renseignés conformément aux documents demandés au présent règlement.

Tout document électronique envoyé par un candidat, dans lequel un virus informatique est détecté par l'acheteur public, peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé par un courriel via la plate-forme.

Le candidat peut également transmettre une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique (CD) dans les délais impartis pour la remise des propositions. Les offres format papier ne sont réservées qu'aux copies de sauvegarde.

En cas de soumission de plusieurs offres, il sera tenu compte de la dernière offre reçue.

ARTICLE 5.2 SIGNATURE ELECTRONIQUE

Les offres qui sont transmises peuvent être signées électroniquement.

Si le candidat souhaite signer électroniquement son offre, il doit disposer pour cela d'un certificat de signature électronique. Si il dispose d'ores et déjà d'un certificat de type RGS**, sachez que celui-ci reste valable mais en tout état de cause, il conviendra, par la suite de disposer d'un certificat conforme au règlement eIDAS⁽¹⁾.

Le niveau de sécurité de la signature électronique requis est le niveau II ou « avancé ».

Les formats de signature de référence acceptés sont PAdES, CAdES, XAdES. En tout état de cause, et afin de faciliter les différents échanges et transmissions, il est fortement conseillé le format PAdES.

(1) *Le règlement eIDAS crée un cadre juridique clair pour la signature électronique, l'horodatage électronique, les cachets électroniques, les services de confiance et l'authentification de sites web. eIDAS évoque également le principe de reconnaissance mutuelle des identifications électroniques dans l'UE qui a pour objectif de favoriser la création d'un espace numérique européen en permettant des transactions électroniques à la fois simples et sécurisées entre les pays de l'UE.*

Ce certificat n'est pas nécessaire au téléchargement du dossier de consultation ni au dépôt de l'offre, considérant que la réglementation en vigueur pour les marchés publics n'impose plus, à la remise des offres, la signature de l'acte d'engagement.

L'offre retenue devra être signée. Le futur titulaire aura la possibilité de le faire, par voie électronique, auquel cas, il sera indispensable de détenir un certificat de signature, ou il conviendra de « rematérialiser » l'offre.

CHAPITRE 6 CLASSEMENT DES PROPOSITIONS

ARTICLE 6.1 SELECTION DES CANDIDATURES

Seuls peuvent être ouverts les plis qui auront été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des plis.

A l'issue de l'ouverture des plis, si Redon Agglomération constate que des pièces dont la production est demandée sont absentes ou incomplètes, il pourra décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai unique pour tous les candidats, conformément aux dispositions de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique.

A l'issue de ce délai, toute candidature incomplète est écartée.

Toute candidature qui ne présente pas les capacités techniques, professionnelles ou financières en rapport avec la présente consultation ne sera pas admise.

ARTICLE 6.2 CRITERES DE CLASSEMENT DES OFFRES

Les offres sont analysées lot par lot, notées et classées par ordre décroissant d'importance selon les critères exprimés ci-dessous et leur pondération, la mieux classée sera retenue.

Les critères retenus pour le jugement des offres :

1- Prix des prestations	40
2- Valeur technique	60
2.1- Qualité et pertinence de la méthodologie d'exécution proposée	20
2.2- Organisation proposée (organigramme, organisation de la co-traitance, de la sous-traitance, ...)	4
2.3- Moyens humains - compétences mobilisées pour le projet	3
2.4- Moyens matériels dédiés au projet	2
2.5- Matériaux et équipements prévus pour le projet (fiche techniques, ...)	5
2.6- Démarche qualité prévue pour le chantier	4
2.7- Prise en compte des mesures environnementales (gestion des déchets de chantier et autres, moyens, filières, moyens mis en œuvre pour la propreté du site, gestion des eaux pluviales, ...)	5
2.8- Prise en compte de la co-activité sur site et des échanges avec les autres intervenants du projet (MOA, MOE, administration, concessionnaires, CSPS, CT, entreprises, ...)	4
2.9- Optimisation du planning, enchainement et durée des tâches, identification du chemin critique de l'ensemble du projet	13

Le jugement du critère 1 « prix des prestations » tient compte des écarts de prix avec l'offre la mieux disante. Les notes sont obtenues par application de la formule suivante. Le montant de l'offre pris en compte est celui de la DPGF.

Note de l'offre du candidat = (Montant de l'offre la moins disante x Pondération) / Montant de l'offre du candidat

Le jugement du critère 2 « valeur technique » se fait sur la base du mémoire technique et ses annexes que le candidat doit obligatoirement fournir.

Les éléments sont appréciés en appliquant aux points maximums de chaque sous-critère les notes suivantes :

Note	Correspondance
0	Absence de justificatifs
1	Très insuffisant
2	Insuffisant ou incomplet
3	Moyen
4	Satisfaisant

Les notes attribuées sont ensuite pondérées pour chaque sous critère.

Les notes pondérées de chaque critère sont additionnées pour obtenir la note finale.

En cas d'égalité de deux ou plusieurs notes, l'offre présentant les meilleures notes pour les critères 2.1 et 2.9 est privilégiée.

ARTICLE 6.3 NEGOCIATION ET ATTRIBUTION

Dans le cadre de cette procédure, l'acheteur se réserve la possibilité d'ouvrir une phase de négociation. Le cas échéant, cette négociation comprend une phase de régularisation des offres et/ou une phase d'optimisation des offres.

Ainsi, après une première analyse des offres sur la base des critères de jugement précités, il peut être demandé à l'ensemble des soumissionnaires concernés de rendre leurs offres régulières.

Après élimination des offres irrecevables, la personne publique se réserve la possibilité d'ouvrir une phase d'optimisation technique et/ou financière des offres **avec les trois meilleures offres** issues d'un premier classement établi en fonction des critères prévus au présent règlement.

L'absence de réponse d'un candidat à l'invitation dans le délai imparti emporte le maintien de son offre initiale dans toutes ses composantes.

La négociation est menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. Les modalités de cette négociation sont précisées dans l'invitation à négocier. Celle-ci précise les points de négociation ainsi que la date limite de transmission de la réponse du candidat. Les négociations peuvent se dérouler en plusieurs étapes prenant la forme d'échanges écrits.

A l'issue de la négociation, les candidats remettent une nouvelle offre ou maintiennent leur offre initiale. Les offres remises après négociation ou les offres initiales maintenues sans évolution sont analysées et classées.

A chaque remise d'une nouvelle offre, les candidats doivent déposer leur pli via le profil acheteur.

La durée de validité des offres négociées est de 90 jours à compter de leur date limite de remise.

Le pouvoir adjudicateur peut toutefois attribuer les marchés sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée est donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent dans un délai de 15 jours :

- **les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.** Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne peut être supérieur à 15 jours.
- Une attestation d'assurance décennale doit également être produite dans le même délai.
- Dans le cas où l'acte d'engagement n'était pas signé au stade de l'offre : le futur titulaire a la possibilité de le faire soit par voie électronique (auquel cas, il sera indispensable de détenir un certificat de signature), soit sous format papier, une version papier de l'acte d'engagement comportant les signatures manuscrites sera envoyé par voie postale.

CHAPITRE 7 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

ARTICLE 7.1 CONTACTS

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant été destinataires du dossier.

Il ne sera pas répondu à d'autres questions que celles ayant trait à l'objet du marché.

ARTICLE 7.2 PROCEDURES ET RECOURS

7.2.1 Instances chargées des procédures de recours

Tribunal administratif de Rennes

Adresse postale :

Hotel de Bizien

3 Contour de la Motte

CS 44416

35 044 Rennes Cedex

Courrier électronique (e-mail) : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Téléphone : 02.23.21.28.28

Fax : 02.99.63.56.84

7.2.2 Introduction des recours

Précisions concernant les délais d'introduction des recours :

- Avant la conclusion du contrat, recours en référé précontractuel, conformément aux dispositions des articles L.551-1 et suivants et R.551-1 et suivants du Code de Justice Administrative ; ou après la conclusion du contrat, conformément aux dispositions des articles L.551-13 et suivants et R.551-7 et suivants du Code de Justice Administrative ;
- Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision d'attribution ou de rejet ;
- Tout candidat évincé peut former un recours en pleine juridiction, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité annonçant la conclusion du marché. Ce recours pourra, le cas échéant, être assorti d'une demande de référé-suspension (article L.521-1 du Code de Justice Administrative).

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional pour le Règlement Amiable des litiges

22 mail Pablo Picasso
BP 24209
44042 Nantes CEDEX 1

CHAPITRE 8 VISITE

Il n'est pas prévu de visite obligatoire.

Cependant, les candidats sont réputés avoir pris en considération l'ensemble des données du site, particulièrement en ce qui concerne la nature et l'emplacement des travaux, les conditions générales et locales, les conditions particulières d'exécution des travaux et notamment les problèmes d'organisation du chantier lié, en particulier, à la coactivité sur site.

Dès lors, les candidats sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

CHAPITRE 9 LECTURE DU MARCHE

Après la notification du marché, il peut être envisagé à la demande de Redon Agglomération ou du titulaire, d'effectuer en concertation une lecture du marché en vue d'une sensibilisation sur les délais, les conditions d'exécution et de livraison ainsi que sur les prescriptions particulières administratives et techniques.